



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

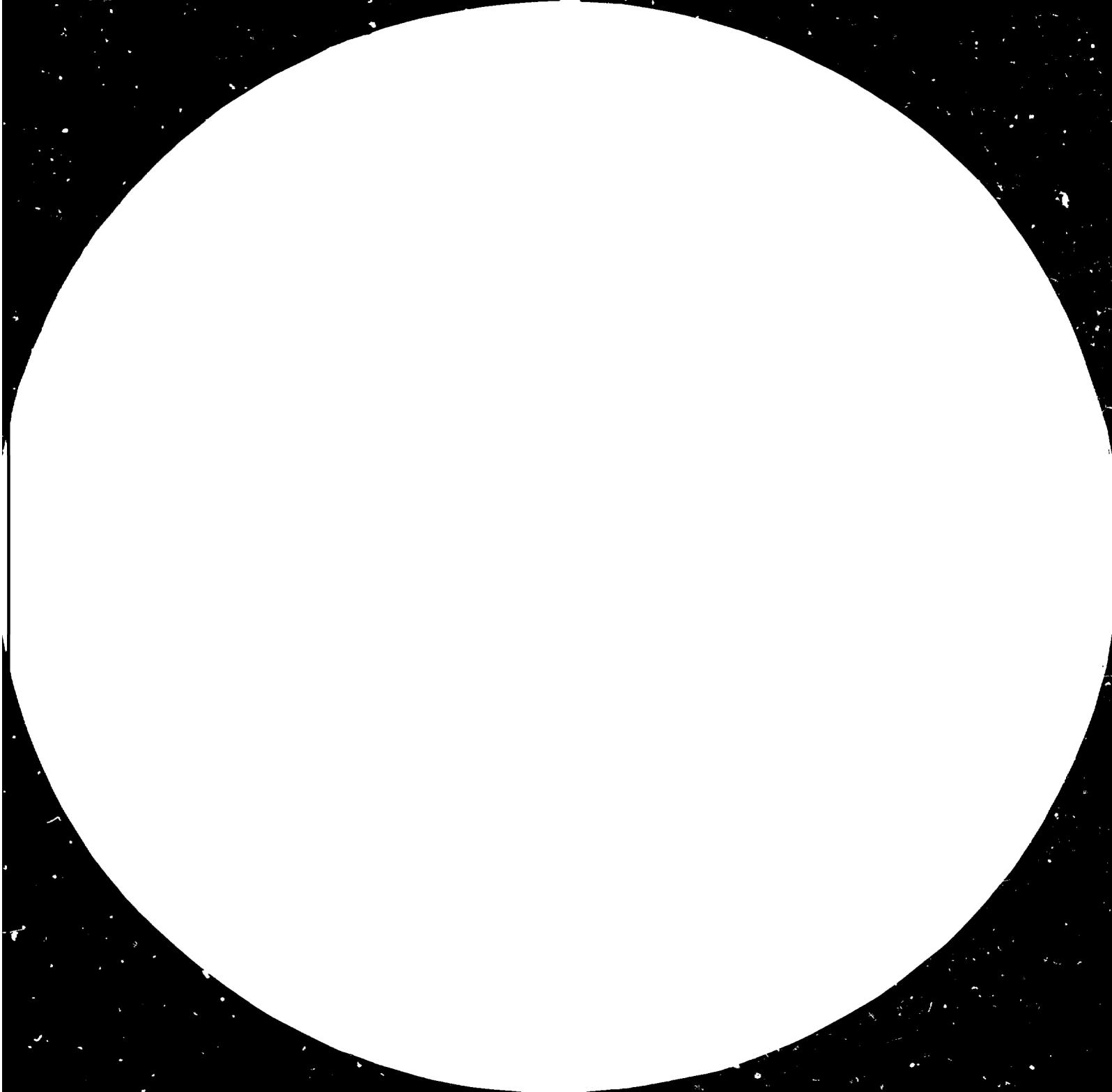
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





3.2



3.6

4



MIKROELEKTRONIK, BECKHOFF, G. 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025

MIKROELEKTRONIK, BECKHOFF, G. 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025

Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. L'économie mondiale aujourd'hui	3
2. Interdépendance mondiale et changements structurels	4
3. Scénarios de coopération Sud-Sud	5
3.1 Les options qui s'offrent au Sud	5
3.2 Scénarios de coopération Sud-Sud	6
3.3 Coopération régionalisée Nord-Sud	8
4. Quelques éléments dynamiques de la coopération Sud-Sud	10
4.1 Biens d'équipement	10
4.2 Industries fondées sur les ressources naturelles	12
4.3 Le cadre institutionnel de la coopération Sud-Sud	13
4.4 Coentreprises Sud-Sud	15
4.5 Organisations commerciales générales	16
4.6 Monnaies locales comme moyen d'échange	17
4.7 Coopération Sud-Sud pour la gestion des facteurs de production industrielle : pétrole et autres ressources minérales	17
4.8 Coopération Sud-Sud pour la gestion des facteurs de production industrielle : technologie	18

DEVELOPPEMENT D'INDUSTRIE MONDIALE : LA COOPERATION POUR
UNE CROISSANCE DYNAMIQUE

1. L'économie mondiale aujourd'hui

La situation économique mondiale n'a jamais été aussi mauvaise, selon certains, depuis les années 30. Elle marque une rupture nette et désastreuse avec le schéma de croissance régulière qui avait été observé depuis le début des années 50. La première grande cassure s'est produite en 1973. Jusque-là, les économies du Nord et du Sud s'étaient développées à des rythmes réguliers compris entre 4 et 6 % dans le cas des pays développés et encore plus élevés dans celui des pays en développement. Après 1973, on a assisté à un changement radical de la situation avec une forte baisse en 1974 et 1975, suivie d'une reprise puis, en 1980 et 1981, d'un déclin brutal qui s'est traduit par des taux de croissance négatifs dans le Nord comme dans le Sud en 1982. Si les pays en développement ont fait preuve d'une résistance remarquable lors de la première récession enregistrée dans le Nord (en 1973), ils n'ont pas résisté à la deuxième.

Ces derniers mois, certains signes de reprise ont été observés, en particulier aux Etats-Unis. Toutefois, la reprise paraît aléatoire du fait notamment que les dirigeants craignent de raviver l'inflation dans les grands pays industrialisés. Les pays du Nord ont généralement réussi à ramener l'inflation à un niveau inférieur à 10 % (elle est actuellement de 4 ou 5 % par an), mais le prix qu'ils ont dû payer pour y parvenir - effondrement des taux de croissance et 30 millions de chômeurs - est exorbitant. En outre, si la situation actuelle est mauvaise dans le Nord, elle est encore pire dans le Sud. Au déclin des taux de croissance dans le Nord a correspondu en effet un recul encore plus marqué de ces taux dans les pays en développement. Les moyens d'action adoptés dans le Nord pour faire face à la situation ont des conséquences très graves pour les pays en développement. La politique des taux d'intérêt élevés décourage les nouveaux investissements dans le Sud et fait qu'il est plus difficile pour les pays en développement d'assurer le service de leurs déficits commerciaux. La montée du protectionnisme dans le Nord rend plus difficile une augmentation des exportations des pays en développement qui sont déjà sévèrement touchées par la stagnation de la demande dans les pays développés. De toute évidence, rares sont les pays qui tirent avantage de cette situation, que ce soit dans le Nord ou dans le Sud.

C'est surtout l'industrie manufacturière qui a été touchée. Dans le passé, le Sud avait réussi à atteindre des taux de croissance très élevés dans ce secteur, mais en 1980 celui-ci ne s'est développé qu'à un rythme de 3,1 % qui est tombé à -0,7 % en 1981 et à -2,3 % en 1982. La part des pays en développement dans la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière mondiale a donc commencé à décliner.

2. Interdépendance mondiale et changements structurels

L'économie mondiale forme un tout et pour tirer parti de cette interdépendance il convient, comme on l'admet de plus en plus, d'adopter une politique de relance générale. Pour améliorer durablement la situation, il faut cependant appliquer, non pas simplement une politique d'expansion monétaire, mais une vaste politique de restructuration, sans quoi les tensions inflationnistes réapparaîtront certainement. Toute politique de restructuration exige le redéploiement d'industries coûteuses (inefficaces) des pays développés vers les pays en développement où la production peut être assurée à meilleur compte : il faudrait donner aux pays en développement la possibilité de combattre l'inflation grâce à une efficacité accrue. Seule l'efficacité peut jeter les fondements d'une croissance sans inflation.

La situation économique mondiale n'est pas due à des chocs temporaires, tels que les augmentations du coût de l'énergie, mais à des phénomènes plus fondamentaux, à savoir les changements structurels et les politiques suivies pour s'y opposer au lieu d'essayer d'en tirer parti. Une fois supprimés les rigidités et l'immobilisme du marché, l'économie mondiale retrouvera le chemin de la croissance. Si l'on applique les politiques voulues, les mesures destinées à influencer sur la demande pourront entraîner une forte croissance sans provoquer d'inflation. Seules de vastes mesures de cet ordre, coordonnées à l'échelon international, permettront de surmonter effectivement les problèmes qui se posent non seulement au Nord mais aussi au Sud. La satisfaction des aspirations des pays en développement en matière d'industrialisation passe par une croissance harmonieuse et dynamique de l'économie mondiale.

L'objectif de Lima résume les buts d'une nouvelle structure industrielle mondiale qui permettrait de satisfaire les aspirations des pays en développement. Il est exprimé sous forme de part dans la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière mondiale. Mais cet objectif n'est pas seulement ou principalement une question d'équité. Un autre argument qui milite en sa faveur est celui de l'efficacité. On n'entend pas par là, non pas une redistribution des capacités industrielles existantes, mais une répartition des capacités nouvelles. D'une manière générale, l'industrialisation des pays en développement

se traduira par la création d'usines et d'emplois nouveaux et par l'augmentation des biens et des services disponibles. C'est un processus profitable pour le Nord comme pour le Sud. Une nouvelle structure de l'investissement mondial, axée sur la réalisation de l'objectif de Lima, permettrait d'employer le capital là où il peut donner les meilleurs résultats, c'est-à-dire dans les pays en développement, dont la dotation en capital est actuellement insuffisante. L'objectif de Lima se fonde sur une combinaison rationnelle de mesures et non pas simplement sur des transferts continuels de ressources. Les mesures considérées peuvent permettre de remédier à la stagnation et au protectionnisme actuels et de donner au Sud le rôle qui lui revient logiquement dans le processus d'industrialisation mondiale. En suivant le sentier de croissance qui permettrait d'atteindre l'objectif de Lima, on ferait jouer à nouveau les forces qui avaient assuré une croissance durable depuis la révolution industrielle. Le Sud constitue une frontière de croissance pour l'économie mondiale tout comme l'ouest américain aux XVIIIème et XIXème siècles. Il offre d'énormes possibilités en ce qui concerne l'assimilation de la technologie et l'emploi de la main-d'oeuvre excédentaire. Il recèle des ressources naturelles et des possibilités d'investissement considérables ainsi que de vastes marchés potentiels de consommation et il est pétri de qualités d'initiative, d'attraits et d'esprit d'entreprise.

3. Scénarios de coopération Sud-Sud

3.1 Les options qui s'offrent au Sud

L'objectif de Lima a été fixé dans l'esprit du nouvel ordre économique international. Or, le climat actuel des relations Nord-Sud est tel que les buts envisagés paraissent difficiles, sinon impossibles, à atteindre. La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie du développement, adoptée en janvier 1981 seulement^{1/}, paraît elle-même déjà irréaliste quand elle fixe pour objectif, par exemple, une augmentation annuelle moyenne de 7 % du PIB pour les pays en développement. De fait, le protectionnisme et le repli sur soi engendrés par la conjoncture économique paraissent bien loin des politiques de coopération Nord-Sud préconisées dans la Stratégie.

Que peut faire le Sud ? De toute évidence il ne suffit pas d'attendre patiemment qu'une reprise se produise dans le Nord. Beaucoup de pays en développement sont au bord de graves crises économiques et sociales à cause des effets combinés des taux d'intérêts élevés, du protectionnisme et de la

^{1/} A/RES/35/56, Annexe.

baisse de la demande mondiale qui se font sentir actuellement. Pour les nombreux pays qui sont encore tributaires d'un nombre restreint de produits primaires, une reprise dans le Nord ne peut guère se traduire que par un retour aux anciens schémas de dépendance.

Pour ces raisons, la coopération Sud-Sud est devenue une option fondamentale de plus en plus importante pour les pays en développement. Faute de concours de la part du Nord et d'un attachement collectif réel aux idéaux du nouvel ordre économique international, le Sud doit, lorsqu'il examine les conduites possibles, envisager les moyens de mettre sa force collective au service de ses propres intérêts et objectifs. Le Sud peut, comme on l'a déjà indiqué, offrir un marché énorme et des ressources naturelles et humaines abondantes. La complémentarité des pays du Sud s'accroît; c'est pourquoi un nouvel effort collectif peut préparer l'adoption d'un modèle de développement différent. La coopération Sud-Sud ne peut cependant pas être considérée comme substitut d'une coopération Nord-Sud authentique; ces propositions ne s'excluent pas nécessairement. En réalité, la coopération Sud-Sud peut être un moyen de stimuler la coopération Nord-Sud.

3.2 Scénarios de coopération Sud-Sud

On examinera ci-après quelques résultats numériques des scénarios de coopération Sud-Sud. A l'aide d'un modèle d'ordinateur^{2/} de l'économie mondiale, différentes politiques de coopération (Nord-Sud, Sud-Sud, Sud-différentes régions du Nord) ont été testées.

La coopération Sud-Sud se prête à différentes interprétations. Selon l'une, le Sud romprait complètement avec le Nord, comme le suggèrent quelques penseurs politiques radicaux du Sud. Simuler cette idée a une certaine valeur éducative; l'hypothèse selon laquelle les échanges et les courants financiers entre le Nord et le Sud sont réduits à zéro a des conséquences catastrophiques, si bien que les deux régions subissent l'une et l'autre des pertes. Selon les prévisions,

^{2/} Le modèle UNICED. Voir UNITAD Team "The UNITAD project: a world model to explore institutional changes over the long run", Industry and Development, No 6, décembre 1981. Publication des Nations Unies, No de vente E.81.II.B.4.

le PIB baisserait en 1990 de 16 % par rapport à sa valeur tendancielle^{3/} dans le Nord, alors qu'il diminuerait de plus de 30 % dans le Sud. Stratégie inacceptable pour le Sud, la rupture complète doit ainsi être exclue.

Sous une forme moins radicale, la coopération Sud-Sud suppose que les pays en développement réduiraient de 30 % au maximum leur commerce avec le Nord et augmenteraient dans la même proportion leurs échanges réciproques. L'effet multiplicateur de ces changements nets est ensuite calculé. Le scénario dégage des gains supplémentaires notables pour le Sud et des pertes restreintes pour le Nord. Dans le Sud, le PIB dépasserait de 8,2 % la valeur tendancielle calculée pour 1990, alors que la réorientation des échanges se solderait pour le Nord par une réduction du PIB de 2 %. Si ce mouvement s'étendait pour toucher en 2000 50 % des échanges, le PIB du Sud dépasserait de 19,5 % la valeur calculée pour cette même année. Dans ce cas aussi, le PIB du Nord ne reculerait que de 2 %. En valeur absolue, ces changements se compensent et s'annulent presque à l'échelle mondiale.

Le système de coopération accroît l'autosuffisance du secteur manufacturier du Sud. En ce qui concerne plus particulièrement les biens d'équipement, on constate que la dépendance à l'égard des importations de produits manufacturés provenant du Nord diminue nettement avec le temps et par rapport à la tendance calculée. La production et les échanges internes du Sud progressent donc le plus par ordre dans les domaines suivants : biens d'équipement, biens intermédiaires, produits de l'industrie légère, produits alimentaires, produits dérivés du pétrole et du charbon. Les différences interrégionales de classement portent à croire que la coopération Sud-Sud prend des formes et couvre des domaines très variés et que la spécialisation qui se dégage du scénario correspond à la dotation en ressources. En bref, du point de vue matériel et économique, des gains sont effectivement possibles et les pays en développement seraient bien avisés d'intensifier leur coopération.

^{3/} Aux fins de comparaison, un scénario fondé sur l'extrapolation des tendances observées a été élaboré pour déterminer les effets que le rétablissement des anciens schémas de croissance aurait en 1990 en l'absence de toute modification de la politique internationale.

Sur le plan régional, on peut s'attendre que le PIB de l'Amérique latine augmente de 8,6 % par rapport à la valeur tendancielle calculée pour 1990, si la coopération Sud-Sud se développe selon le schéma ci-dessus. Si cette évolution se poursuit jusqu'à l'an 2000, l'Amérique latine verra son PIB dépasser de 15 % la valeur calculée. Les gains relatifs seraient encore plus grands dans le secteur manufacturier - 12,7 % en 1990 et 17,4 % en 2000. Cette croissance serait surtout le fait de l'industrie légère et de la transformation primaire - suivies de la fabrication de biens d'équipement et de la pétrochimie - alors que l'industrie alimentaire progresserait le plus lentement.

Une stratégie de coopération Sud-Sud semble présenter un grand intérêt. Il n'en faut pas moins rappeler que la coopération Sud-Sud peut non pas se substituer mais tout au plus suppléer à la coopération Nord-Sud telle qu'on l'envisage dans les propositions pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. La simulation d'un scénario correspondant à ces dernières propositions a donné des résultats positifs. En 1990, le PIB dépasserait sa valeur tendancielle de 26,1 % dans le Sud et de 3,9 % dans le Nord. Malheureusement, le climat politique actuel ne permet pas d'atteindre ces résultats positifs.

3.3 Coopération régionalisée Nord-Sud

Le refus que le Nord dans son ensemble oppose à une coopération avec le Sud n'implique pas nécessairement qu'aucun de ses éléments constitutifs ne soit disposé à coopérer. L'analyse de la situation politico-économique du Nord autorise la conclusion que la fragmentation du Nord et l'hétérogénéité de ses relations avec le Sud apportent en quelque sorte une solution partielle aux problèmes posés par la coopération Nord-Sud. L'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, l'Europe orientale et le Japon ne parviendront peut-être pas à prendre en commun les mesures voulues pour redresser l'économie mondiale. Néanmoins, on peut imaginer que l'une des régions développées envisage de coopérer seule avec le Sud dans son ensemble.

Dans le passage ci-après, il sera donc question des scénarios de coopération régionalisée Nord-Sud. On part de l'hypothèse suivant laquelle l'une des régions du Nord réoriente vers le Sud jusqu'à 30 % de son commerce avec les autres régions du Nord. En vertu d'un accord de coopération le Sud et la région développée formeraient ainsi un nouveau marché. Comme il existe quatre régions développées - l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, l'Europe orientale et le Japon - il existe quatre possibilités de coopération régionalisée. La région développée coopérant avec le Sud sera en tout cas gagnante et les régions qui ne coopèrent pas subiront des pertes. Quelle est l'ampleur de ces gains et pertes potentiels ?

La simulation des quatre scénarios possibles indique que les régions participantes tirent le plus grand profit de la coopération Sud-Europe occidentale suivie dans l'ordre par la coopération Sud-Amérique du Nord, Sud-Japon et Sud-Europe orientale. Le premier scénario donne les résultats ci-après : l'Europe occidentale obtient le meilleur résultat et l'indice de son PIB atteint 102,8 en 1990 (la valeur calculée pour le scénario de coopération Sud-Sud servant de base - 200). Les régions exclues de la coopération (Amérique du Nord, Europe occidentale et Japon) accusent les résultats les plus défavorables, l'indice du PIB tombant à 96,8, 95,8 et 94,9 respectivement. Ces résultats mettent en évidence la concurrence que se livrent les quatre régions développées dans leurs échanges avec le Sud ainsi que l'ampleur et la dispersion des relations commerciales effectives et potentielles de l'Europe occidentale avec le Sud. Le Sud profite le plus de sa coopération avec l'Europe occidentale (indice = 110,2) et avec l'Amérique du Nord (104,2). La coopération avec l'Europe orientale ou le Japon ne lui procure aucun avantage majeur, selon les hypothèses particulières relatives au commerce retenues pour ces scénarios, parce que les échanges avec l'Europe occidentale sont peu importants et à peu près équilibrés et que le Japon, tout en étant un important importateur de matières premières en provenance du Sud, exporte essentiellement vers les marchés du Nord.

4. Quelques éléments dynamiques de la coopération Sud-Sud

4.1 Biens d'équipement

Pour la coopération Sud-Sud, c'est toujours au secteur des biens d'équipement^{4/} que les quatre scénarios de coopération régionalisée Sud-Nord attribuent la croissance la plus rapide dans l'ensemble du Sud. Ceci vaut également pour l'Amérique latine, sauf en ce qui concerne le schéma de coopération avec l'Europe occidentale, où le secteur latino-américain à la croissance la plus rapide est celui des produits de base. Les biens d'équipement constituent un secteur où les régions du Nord ont actuellement une position nettement prédominante dans les échanges internationaux, et le Sud est fortement tributaire du Nord pour leurs importations. La nouvelle formule de coopération, qui revient à s'écarter des sources traditionnelles d'approvisionnement, a donc pour effet de stimuler la production dans un domaine essentiel où le déficit du Sud est actuellement énorme.

D'après la conception économique classique, les pays en développement réussissent mieux dans la fabrication de produits à forte intensité de main-d'oeuvre, réalisée par des petites entreprises ayant une main-d'oeuvre non qualifiée ou, au mieux, semi-qualifiée. Or la production de biens d'équipement exige des capitaux importants, une main-d'oeuvre hautement qualifiée, et de grandes entreprises. On en conclut que la production de biens d'équipement ne convient pas, d'une manière générale, aux pays en développement. La part modeste que prennent ces pays à l'activité dans ce secteur au niveau mondial semble appuyer ce raisonnement.

Cependant, un examen plus attentif de l'évolution suivie par la production et le commerce des biens d'équipement fait apparaître les possibilités du Sud à cet égard. En effet, bon nombre de biens d'équipement exigent, pour leur fabrication, une intensité de capital inférieure à la moyenne :

^{4/} On entend ici par "biens d'équipement" les produits inclus dans les classes 382, 383, 384, 385 et 390 de la CITI (Classification internationale type, par industrie), qui comprennent la plupart des machines pour l'industrie et le matériel de transport.

machines agricoles, machines de bureau, machines pour le travail des métaux, navires et bateaux de tailles diverses, etc. Les petites entreprises sont aussi efficaces que les grandes lorsqu'il s'agit de fabriquer des machines à bois, des appareils de manutention, des matrices, gabarits, etc. Elles ont souvent une bonne rentabilité, grâce à certaines caractéristiques qui leur sont propres - qualité de la gestion, aménagement des installations, et accès à l'information locale. Des biens dont la fabrication suppose des qualifications élevées (c'est-à-dire exige une importante main-d'oeuvre spécialisée) sont produits par l'Inde, le Pakistan, l'Egypte, Singapour, l'Argentine, la République de Corée, et d'autres pays d'industrialisation récente. Les pays en développement qui fabriquent des biens d'équipement différents peuvent faire en sorte que leurs activités se complètent, s'ils adoptent une politique en ce sens. De fait, il apparaît que la croissance de la production par les pays en développement et des échanges entre ces pays a été plus rapide pour les biens d'équipement que pour des produits relevant d'autres branches manufacturières. Ainsi, entre 1975 et 1978, la valeur des exportations (aux prix courants) a triplé pour les moteurs et doublé pour les machines agricoles dans tous les pays en développement producteurs de biens d'équipement (sauf l'Inde et Singapour). Des résultats à l'exportation particulièrement remarquables ont également été enregistrés pour d'autres groupes de produits : machines spéciales pour l'industrie, autres machines spéciales, machines électriques, matériel de télécommunication, autres machines électriques, véhicules automobiles, navires et bateaux.

La production de biens d'équipement dans le Sud ne doit pas son importance uniquement à des critères statiques comme l'intensité des facteurs, la taille des usines, le coût, etc. Ses effets dynamiques, bien que difficiles à mesurer, paraissent convaincants. Il y a tout d'abord l'augmentation de l'efficacité due à "l'apprentissage par la pratique"; on peut dire que le secteur des biens d'équipement offre à cet égard le maximum d'avantages par rapport à toutes les autres activités manufacturières. Ce secteur présente également pour caractéristique d'avoir des liaisons dynamiques avec d'autres secteurs de l'économie. Par ailleurs, il permet de créer de petites entreprises à forte intensité technologique. De plus, il peut également stimuler l'élargissement des gammes de qualifications, et contribuer à l'accroissement de la demande en offrant des salaires plus élevés aux travailleurs qualifiés.

4.2 Industries fondées sur les ressources naturelles

Bien des ressources naturelles sont abondantes dans le Sud, comme le pétrole, la potasse, le phosphate, le fer et d'autres métaux, qui fournissent la base d'importantes industries comme le traitement du pétrole, la pétrochimie, la production d'engrais et la métallurgie. L'approvisionnement en matières premières ne pose guère de problèmes, du moins jusqu'en l'an 2000, et le volume des réserves constatées dépasse nettement celui de la consommation.

A l'heure actuelle, l'existence de capacités excédentaires caractérise le marché mondial dans la plupart des activités de transformation. A y regarder de plus près, on constate cependant que le Sud importe du Nord beaucoup de produits transformés, alors qu'il a lui-même des excédents de capacité. Ceci est particulièrement vrai pour les produits dérivés du pétrole, les produits pétrochimiques de tous types, et certains produits à base d'aluminium, de cuivre, de fer et d'acier. Cette anomalie semble due à la structure du marché, qui est dominé par les sociétés transnationales et aussi à un manque d'information chez les agents économiques dans le Sud (producteurs, consommateurs, commerçants). Il semblerait donc s'offrir un important domaine d'application pour la coopération Sud-Sud, à savoir le raccourcissement du circuit des produits, qui iraient directement des sources situées dans le Sud aux consommateurs se trouvant également dans le Sud. Dans ce cas, le Sud recueillerait directement les avantages liés à un approvisionnement continu en produits issus de la mise en valeur des ressources minérales et aux marges de distribution.

Les activités de transformation des minerais auxquelles il faut consacrer d'importantes ressources énergétiques et financières offrent des possibilités plus variées pour la coopération Sud-Sud. Le Moyen-Orient, par exemple, pourrait constituer une puissante force économique dans cette coopération car il dispose de l'énergie et des capitaux nécessaires dans un domaine aujourd'hui dominé par les sociétés transnationales. Les ressources énergétiques à présent gaspillées sous forme de gaz brûlé à la torche et de résidus de raffinage pourraient être utilisées pour la fusion de minerais provenant d'autres régions, notamment l'aluminium, le cuivre et le fer. Une telle intégration verticale des ressources clefs, réalisée aux plans sous-régional et interrégional, serait de nature à accroître le pouvoir de négociation du Sud.

Dans ce domaine, les contraintes pesant sur la coopération Sud-Sud semblent être les mêmes que dans celui des biens d'équipement. Elles ont trait au savoir-faire, à l'infrastructure commerciale, au financement, aux caractéristiques qualitatives des produits, et à la répartition des bénéfices entre les participants. Nous allons donc examiner quelques-unes des modifications institutionnelles qui pourraient favoriser la coopération Sud-Sud en général, et dans ces secteurs clefs en particulier.

4.3 Le cadre institutionnel de la coopération Sud-Sud

Pour faire de la coopération Sud-Sud une réalité, il faut transformer les conceptions économiques en mesures concrètes, c'est-à-dire réunir et échanger des informations, prendre des décisions, conclure des accords. Or, les institutions existantes n'y suffisent pas. On le voit très clairement dans le secteur des biens d'équipement. Qu'il s'agisse de la technologie, des circuits d'information, de la commercialisation, des arrangements commerciaux, ou même du financement des échanges, les sociétés transnationales ont la haute main sur ce secteur. Cette concentration des pouvoirs relatifs à ces aspects essentiels assure à l'industrie des biens d'équipement, dans sa structure actuelle, une position de négociation très forte par rapport au Sud, lequel est inorganisé, fragmenté et dépourvu des moyens institutionnels qui lui permettraient de mieux défendre ses intérêts, et le paie cher en occasions perdues.

A l'heure actuelle, malgré les capacités excédentaires existant dans presque tous les sous-secteurs des biens d'équipement et de la transformation des produits primaires, et malgré les complémentarités des schémas d'offre et de demande entre différentes régions du Sud, il ne s'établit pas d'échanges mutuellement avantageux. En quoi cet état de choses est-il en rapport avec les institutions ? Pour répondre à cette question, voici deux exemples. Premièrement, il n'existe pas, dans le Sud, de liaison directe entre acheteurs et vendeurs, car tout se fait par le biais de circuits d'information et d'arrangements de commercialisation mis en place par le Nord. Or l'information directe et détaillée est capitale, en raison surtout du caractère non homogène des biens d'équipement. Lorsque les échanges Sud-Sud passent par le Nord, c'est à des agents économiques du Nord que va une part démesurée des marges de distribution, et le Sud y perd beaucoup. En général, les circuits d'information et de commercialisation ne sont pas entre les mains d'agents du Sud, et il en est tout particulièrement ainsi pour les biens d'équipement et les principaux biens intermédiaires.

Notre deuxième exemple concerne un autre aspect important du cadre institutionnel actuel - le financement. Les institutions financières existantes ne fournissent pas assez de liquidités pour faciliter les échanges entre les pays en développement. Elles sont limitées par les disponibilités en dollars des Etats-Unis, lesquelles dépendent évidemment de la politique monétaire américaine. L'ampleur présente de la récession et du chômage montre combien il est coûteux, surtout pour le Sud, de pratiquer un commerce fondé sur le dollar. Les ventes en catastrophe (souvent en-dessous du coût) sur les marchés des matières premières en sont une manifestation parmi d'autres. Le problème du financement des échanges portant sur les biens d'équipement et les produits primaires transformés n'est qu'un aspect du problème plus vaste de la pénurie de liquidités qui se pose à tous les secteurs de l'économie mondiale.

Ces considérations nous contraignent à placer l'examen des réformes institutionnelles sur un plan plus général qu'on ne le ferait en traitant la question dans une optique strictement industrielle. Certes, le problème des liquidités internationales regarde avant tout le Fond monétaire international, mais il s'inscrit aussi parmi les préoccupations de l'ONUDI dans la mesure où la pénurie de liquidités freine la croissance industrielle. Nous étudierons donc les moyens de parvenir à une solution générale intéressant non seulement les problèmes de financement propres à l'industrie mais aussi les problèmes connexes, dans un cadre plus vaste. Les uns et les autres sont souvent indissociables au plan opérationnel.

Dans les pages qui suivent, nous examinerons un certain nombre d'innovations institutionnelles visant à renforcer la coopération Sud-Sud :

- 1) négociations Sud-Sud en matière de coentreprises;
- 2) système d'organisations commerciales générales;
- 3) monnaies nationales - moyen d'échange;
- 4) coopération Sud-Sud pour la gestion des facteurs de production industrielle : a) plans de stabilisation en matière de ressources minérales, b) centres de technologie.

4.4 Coentreprises Sud-Sud

Comme on l'a rappelé, la notion de coopération Sud-Sud en matière de production industrielle est ancrée dans le fait que les pays en développement, pris séparément, pâtissent, du point de vue de la demande, de l'exiguïté du marché et, du point de vue de l'offre, d'une pénurie de facteurs complémentaires. Les mécanismes de coopération permettraient de réunir les facteurs d'appoint provenant d'autres pays coopérants de manière à pouvoir implanter des unités de production complètes. Les coentreprises Sud-Sud, possédées et gérées par le Sud, constituent peut-être le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs, et, notamment, de surmonter les obstacles à la production existant dans le secteur des biens d'équipement et du traitement des ressources minérales. Cette forme de coopération semble nettement supérieure aux unions douanières et aux autres mécanismes d'intégration des marchés.

Comment peut-on assurer dans ces coentreprises le respect du principe de réciprocité et, d'autre part, comment faire en sorte que les pays en développement soient aussi nombreux que possible à en cueillir les avantages ? Un des moyens possibles d'y parvenir serait pour ces pays d'établir une liste des coentreprises qu'ils sont disposés à accueillir. Cette liste pourrait être arrêtée en fonction de considérations telles que l'existence de ressources déterminées (matières premières, compétences, savoir-faire). Le pays hôte inviterait d'autres pays en développement à donner suite à cette offre de facteurs complémentaires et de revenus escomptés. Les négociations porteraient sur de nombreux éléments : prises de participations, assistance technique, fourniture de capitaux, garanties de commercialisation, crédits d'achat à long terme, accords de troc, préférences tarifaires. Il s'agit avant tout de maximiser les échanges et d'assurer une répartition équitable des avantages, ce qui, jusqu'ici, s'est souvent révélé être une source de difficultés dans les systèmes de coopération. Dans ces négociations, on pourrait tirer parti du Système de consultations de l'ONUDI, pour déblayer le terrain, ce qui permettrait d'étendre le système actuel aux problèmes intersectoriels.

Une autre forme de coopération en matière de production pourrait s'inspirer du principe économique du "consentement à payer". Ainsi, une industrie déterminée ou tout un complexe interdépendant d'industries intégrées verticalement s'agrègerait à un mécanisme de licences industrielles conçu à l'intention de l'ensemble des pays du Sud. Parmi les pays intéressés, le plus

offrant serait habilité, d'un commun accord, à établir ces industries sur son propre territoire ou dans un pays de son choix. Les recettes provenant d'un accord de licence de ce type seraient versées à un fonds industriel commun pour le Sud, qui finirait par s'autofinancer à une étape donnée du processus d'industrialisation. Un tel système de licences assurerait donc une contribution automatique de la part du pays le plus offrant en échange du privilège d'un marché élargi pour ses produits, résultant de l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires dans le Sud. De la sorte, l'intérêt national et l'intérêt collectif seraient réconciliés.

4.5 Organisations commerciales générales

Les organisations commerciales générales au service des pays en développement offrent de vastes possibilités pour la coopération Sud-Sud, notamment dans le domaine de l'industrialisation. La CNUCED a longuement étudié les possibilités d'établir de telles organisations. Les obstacles institutionnels à l'expansion du commerce Sud-Sud sont notamment les suivants : hétérogénéité et partialité des réseaux d'information et de commercialisation; faiblesse des systèmes de communications, de transport, de banque et d'assurances; contraintes liées aux moyens d'échanges; et obstacles tarifaires et non tarifaires.

Il est indispensable d'atténuer ou d'éliminer ces obstacles si l'on veut réduire les coûts de recherche et les frais de transport qui sont à présent insurmontables pour de nombreux commerçants des pays en développement. Pour les vaincre, il est recommandé de créer des organisations commerciales générales. Leur principe est concrétisé dans les compagnies générales commerciales japonaises qui ont réussi à établir des liens entre les entreprises industrielles nationales d'une part et les acheteurs et vendeurs étrangers de l'autre. Ces compagnies leur vendent des blocs d'informations et de services commerciaux adaptés à leurs besoins. Si chaque pays en développement pouvait créer des organisations commerciales générales de ce type (privées ou publiques) et mettre en place un réseau régional et interrégional comportant un dispositif commun de collectes d'informations, ce mécanisme pourrait remédier à l'absence d'"agents catalyseurs" et de "dispositifs d'intervention", signalée dans de nombreuses études.

4.6 Monnaies locales comme moyen d'échange

Les pays en développement connaissent une pénurie chronique de devises, dont ils ont besoin pour leurs transactions commerciales. La pénurie de dollars des Etats-Unis, causée par les difficultés afférentes à la balance des paiements, bloque souvent des échanges Sud-Sud qui s'annonçaient profitables. Un des moyens importants de surmonter ces difficultés serait le règlement des transactions internationales en monnaies locales. Cette formule présente de nombreux avantages. Elle permet d'éliminer les charges financières imputables aux transactions, c'est-à-dire les commissions versées aux cambistes et les intérêts auxquels on renonce (ou que l'on paie sur les emprunts) pour conserver des réserves de change et une surface suffisantes. On éviterait également les risques et les incertitudes liés aux fluctuations des taux de change causées par les mouvements de "capitaux spéculatifs", et l'obligation de corriger les déséquilibres commerciaux serait répartie également entre les pays excédentaires et les pays déficitaires. Ces arrangements seraient souples pour autant que la proportion des paiements à effectuer en monnaies locales serait déterminée d'un commun accord, allant d'un pourcentage modeste au montant intégral des transactions. Cette solution aurait un caractère provisoire, car elle viserait à provoquer un accroissement rapide de la demande globale dans le monde, qui est faible actuellement. A long terme, la solution la plus satisfaisante serait toujours un arrangement à caractère global, multilatéral et compensatoire, c'est-à-dire la création d'une monnaie mondiale. Cependant, l'emploi des monnaies locales permettrait d'inverser les sacrifices en matière de production, d'échanges et de croissance qui sont actuellement imposés au Sud par les institutions financières. Les organisations commerciales générales qu'il est suggéré ci-dessus de créer seraient peut-être le mieux placées pour prendre l'initiative de l'emploi des monnaies locales comme moyen d'échange.

4.7 Coopération Sud-Sud pour la gestion des facteurs de production industrielle : pétrole et autres ressources minérales

Traditionnellement, les principaux moyens de production des secteurs industriels du Sud ont été fournis par le Nord, notamment les produits pétroliers, les produits minéraux traités, le savoir-faire technologique ou les services industriels. Les stratégies visant à renforcer l'autosuffisance collective du Sud pourraient prendre des formes nombreuses. Pour le pétrole, il serait peut-être possible de pratiquer les mêmes prix au niveau international

tout en permettant aux pays du Sud importateurs de pétrole de payer une part de leur facture en monnaie nationale, ce qui encouragerait aussi bien les échanges commerciaux que la coopération financière entre ces pays.

Tant en ce qui concerne le pétrole que certaines autres ressources minérales (étain, bauxite, etc.) dont il existe des gisements importants au Sud, les pays de l'OPEP, faibles consommateurs, pourraient utiliser leurs vastes excédents financiers pour "réserver" ces ressources minérales en vue de leur exploitation future, tout en les laissant dans le sol pour l'instant. Cela permettrait d'éviter au moins pour un temps tous les problèmes logistiques de stockage, de transport et de commercialisation. Les pays de l'OPEP pourraient donc faire preuve d'une plus grande imagination et utiliser leurs excédents pour renforcer leur pouvoir sur le marché international et les pays en développement non membres de l'organisation bénéficieraient de marchés assurés à l'avenir et peut-être de prix plus élevés que les prix actuels très bas.

Ces engagements à long terme pour des "contrats futurs" concernant du pétrole et d'autres ressources minérales non renouvelables importantes qui sont situés dans des pays du Sud non membres de l'OPEP, et qui peuvent être achetés avec les excédents financiers des pays membres de cette organisation amélioreront considérablement le climat de l'industrialisation du Sud. Ils permettront à ces pays de mieux contrôler les prix internationaux et les gisements des matières premières. A l'heure actuelle, la plupart des pays du Sud subissent de fortes pressions tendant à leur faire vendre leurs matières premières, quel que soit le prix international, afin d'obtenir des devises. Des contrats à long terme fourniraient aux responsables de la planification industrielle de ces pays du Sud le répit dont ils ont besoin en vue d'entreprendre la transformation de leurs ressources minérales et d'en accroître la "valeur ajoutée". L'autosuffisance collective en sortirait renforcée tout autant que l'autosuffisance nationale.

4.8 Coopération Sud-Sud pour la gestion des facteurs de production industrielle : technologie

Pour accéder à l'autosuffisance, il faut que les pays du Sud pratiquent non seulement une gestion avisée de leurs ressources minérales et de leurs produits mais aussi une gestion de la technologie orientée vers l'avenir, en particulier dans les technologies de pointe, par exemple la microélectronique, la biotechnologie et la technologie de l'information. Il faudrait que ces pays coopèrent en vue de la création de centres internationaux de recherche et de formation axés sur ces questions. Ces centres mettraient l'accent sur la recherche

fondamentale et l'information afin de renforcer la capacité technologique des pays du Sud. Ils devraient également permettre de stopper, au moins en partie, l'exode des compétences dont souffrent ces pays. A moins de déployer des efforts concertés, les pays du tiers monde ne pourront que devenir des observateurs impuissants de l'apparition de technologies nouvelles, comme l'a noté le Forum international sur les innovations technologiques et le développement, qui s'est tenu à Tbilissi, du 12 au 16 avril 1983.

Pour sortir de leur dépendance technologique, les pays du Sud doivent notamment se doter d'une capacité nationale en matière de conception et de production, à tous les niveaux de l'activité industrielle. Il faudrait aussi que ces pays coopèrent et fassent preuve d'imagination pour créer des centres d'études et de plans industriels. Ces centres ne devraient pas se limiter à l'établissement de plans pour l'industrie mais avoir une vision plus large de la conception et considérer cette activité comme un processus technico-économique intégré : chaque plan de produit devrait être vu sous l'angle d'un processus industriel intégré verticalement dans lequel interviennent au moins tous les principaux stades de la production industrielle (non seulement au plan national mais au plan de l'ensemble des pays en développement). L'autosuffisance technologique du Sud sera obtenue par le remplacement des "procédés" et non par celui des "produits".

- - - - -





3.0808

